# Commune Le Mené

# Procès verbal

## Séance publique du Conseil municipal

## du 9 novembre 2023

Le 9 novembre 2023 19 h 30, le Conseil Municipal de la commune Le Mené s'est réuni à la Mairie de Le Mené, sur convocation en date du 3 novembre 2023 adressée par Monsieur DABOUDET Gérard, maire et sous la présidence de Monsieur DABOUDET Gérard, Maire.

Étaient présents (29) : BADOUAL Louisette, BLAIS Mylène, CHEREL André, CHEVALIER Pascal, DABOUDET Gérard, DONNE Jean Michel, ERMEL Isabelle, GANNAT Marie-Hélène, GUEGUEN Pierrick, HINGANT Arlette, JAFFROT Eric, JEZEQUEL Karole, LABBE Jean-Luc, LE BELLEC Magali, LEFEUVRE Daniel, LESSARD Anne, MOY Jean-Yves, NOFFE Laura, PERRIN Yvon, PRESSE Corentin, ROCABOY Roselyne, ROCABOY Sylvie, ROUILLE Daniel, ROUILLE Martine, SAGORY Kévin, SAGORY Sylviane, SOULABAILLE Thomas, TESSIER Céline, ULMER Michel.

Étaient absents en ayant donné pouvoir (6) : BIZEUL Mathieu ayant donné pouvoir à PERRIN Yvon, AIGNEL Gilles ayant donné pouvoir à HINGANT Arlette, CONAN Cyril ayant donné pouvoir à DABOUDET Gérard, KERAUDREN Charlotte ayant donné pouvoir à CHEREL André, POULAILLON Martine ayant donné pouvoir à LE BELLEC Magali, SCHMITTAG Emmanuelle ayant donné pouvoir à NOFFE Laura.

Etaient excusés (0): Etaient absents (0)

## ORGANISATION DE L'ASSEMBLEE

### 1.1. Désignation d'un secrétaire de séance

Monsieur Pierrick Gueguen est désigné secrétaire de séance.

### 1.2. Validation du Procès-verbal du 12 octobre 2023

Le procès verbal de la séance du 12 octobre 2023 est validé à l'unanimité.

## DECISIONS DU MAIRE

### 2.1. Décisions prises en vertu de l'article L.2122-22 du code général des collectivités territoriales

Par délibération du 11 juin 2020, Le Conseil Municipal a délégué ses attributions au Maire sur 23 domaines prévus par l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Aux termes de l'article L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, les décisions prises par le Maire en vertu de l'article L 2122-22 sont soumises aux mêmes règles que celles qui sont applicables aux délibérations du Conseil Municipal portant sur les mêmes objets. En outre, le Maire doit en rendre compte à chacune des réunions obligatoires du Conseil Municipal.

A l'unanimité, le Conseil Municipal prend acte de ce compte-rendu :

Décisions du Maire :

| Service | Objet | Document (avenant, devis, convention...) | Montant TTC |
|---|---|---|---|
| Finance | Budget commune - Mouvements de crédits 1 - 70 000 € pour différentes opérations. | | |
| Finance | Budget commune - Mouvements de crédits 2 - 260 000 € pour les acquisitions foncières et l'étude pour l'installation de panneaux solaires thermiques. | | |
| Dév. durable | Etude de faisabilité - Solaire thermique Plessala | Devis | 6 960 € |
| Technique | PPI 2023 - Matériels ST - EV - Petits matériels | Devis | 646,28€ |
| Technique | Plessala - Stade Jean Darcel - Travaux réalisés par FC Lié - Remboursement | Devis | 182,10€ |
| Technique | Mécanique SALTO pour différents bâtiments - Ecole de Plessala - Chaufferie du gymnase - Ecole de St Jacut du Mené | Devis | 5 091,31€ |
| Technique | Plessala - cantine - plafond acoustique - fourniture | Devis | 1204,96€ |
| Technique | Inv. Marie Le Mené - Eclairage led - complément | Devis | 355,20€ |
| Technique | Inv. - PPI 2023 - ST - Site de Plessala - Voirie et EV - élingues, chaînes, crochets | Devis | 1085,15€ |
| Technique | Inv. Bâtiments - salle des fêtes de St Jacut du Mené - Acquisition vidéoprojecteur | Devis | 5 463,00 € |

| | | | |
|---|---|---|---|
| Technique | PPI 2023 – EV – Acquisition perceuse visseuse | Devis | 515,05€ |
| Technique | Parc locatif communal – Langourla – 23 rue André Fauchet – Etude de conception de requalification d'un assainissement non collectif | Devis | 480,00 € |
| Dév. durable | Rénovation mosaïque – travaux supplémentaires de peinture | Devis | 2 417,40 € |
| Dév. durable | Rénovation mosaïque – travaux supplémentaires de peinture | Devis | 383,83 € |
| Dév. durable | Rénovation des 13 logements – Saint Gouëno – travaux supplémentaires de peinture (cage d'escalier) | Devis | 2 460,00 € |

## VIE MUNICIPALE

Intervention de Mr Maxime Lavarde, stagiaire, en charge de l'étude d'opportunité visant à créer un lien entre les habitants pour un point d'étape

Sur invitation de Mr Le Maire, Maxime Lavarde, stagiaire, présente son parcours riche d'expériences qui lui ont permis de saisir l'opportunité de s'inscrire dans un programme « Entreprendre un projet in situ », qui propose une formation intrapreneuriale avec la SCIC Sarl KEJAL de Quévert.
Il rappelle les objectifs qui ont été conjointement fixés, à savoir : :
-Identifier des stratégies permettant de créer ou de recréer du lien entre les différentes populations de la commune nouvelle du Mené, en tenant compte des spécificités historiques, culturelles et démographiques du territoire ;
- Présenter des pistes d'actions argumentées, basées sur les réalisations concrètes de territoires connaissant des problématiques similaires ;
- Evaluer la faisabilité et les conditions de réalisation du ou des scénarios retenus ;
- Présenter une action test et amorcer la mobilisation autour du projet retenu.
A cet effet, il fait un point d'étape des différentes rencontres d'acteurs et de structures qui lui permettent de mieux comprendre les singularités de la commune et recenser les retours d'expérience inspirants qui lui permettront de proposer des pistes d'actions courant janvier.

Commission accessibilité : nomination 2 représentants

Monsieur le Maire propose de compléter la commission accessibilité en nommant Mme ou Mr... en qualité de représentant des usagers, et M.. ou Mme Danièle Brisorgueil en qualité de représentant des personnes handicapées.
Le Conseil Municipal donne son accord.

Exercice du droit de Préemption : acquisition des murs du bar-épicerie Le Nargilé à Langourla

Monsieur Michel Ulmer, Maire-délégué de Langourla, souhaite que la commune puisse faire valoir son droit de préemption pour l'acquisition des murs du bar-épicerie Le Nargilé afin de sécuriser le

projet d'acquisition du fonds de commerce auprès des futurs acquéreurs. Le montant de cet investissement est de 85 000 € net vendeur.
Après débat, le Conseil Municipal donne son accord à l'unanimité pour que la commune exerce son droit de préemption pour l'acquisition des murs de ce bar-épicerie afin de sauvegarder ce dernier commerce dans sa catégorie.

## RESSOURCES HUMAINES

Approbation du nouveau Règlement intérieur :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale,

Vu la délibération du 10 novembre 2016, relative à l'instauration d'un règlement intérieur pour le personnel communal,

Vu l'avis du Comité Technique en date du 13 octobre 2023,

Considérant la nécessité d'actualiser le règlement intérieur des services la commune de le Mené,

Le Conseil Municipal valide à l'unanimité le règlement annexé qui organise la vie et les conditions d'exécution du travail dans la collectivité, détermine les règles relatives aux comportement professionnel des agents ainsi que les règles en matière d'hygiène et sécurité.

Modification du tableau des effectifs et emploi :

Vu le Code Général de la Fonction publique et notamment ses articles L313-1 et L332-8
Vu le budget,
Vu le tableau des emplois et des effectifs,

Le Maire informe l'assemblée :

Conformément à l'article L313-1 du Code Général de la Fonction publique, susvisé les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Considérant les besoins de personnel permanents au sein du Pôle Propreté,

Le Maire propose à l'assemblée :

La création d'un emploi d'agent d'entretien des bâtiments communaux à raison de 35/35ème à compter du 1er janvier 2024, pour assurer l'entretien des locaux sur la Commune de St Jacut du Mené,

Cet emploi est ouvert aux fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des adjoints techniques.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la collectivité

M le Maire est chargé de signer tous les documents relatifs à ce dossier et de procéder au recrutement.

Le Conseil Municipal approuve à l'unanimité la modification du tableau des effectifs comme suit :

| Filière | grade | ETP POSTE | ETP a |
|---|---|---|---|
| Administrative | | 21 | 20 |
| | Adjoint administratif | 2 | 2 |
| | Adjoint administratif ppal 2° cl | 4 | 4 |
| | Adjoint administratif ppal 1° cl | 4 | 4 |
| | Rédacteur | 4 | 4 |
| | Rédacteur ppal 2° cl | 2 | 2 |
| | Attaché Territorial | 3 | 2 |
| | Attaché Territorial principal | 2 | 2 |
| Animation | | 12 | 8,8 |
| | Adjoint d'animation | 8 | 5,8 |
| | Adjoint d'animation ppal 2° cl | 1 | 0 |
| | Adjoint d'animation ppal 1° cl | 2 | 2 |
| | Animateur | 1 | 1 |
| Médico sociale | | 1,8 | 1,8 |
| | Auxiliaire puériculture de classe normale | 0,8 | 0,8 |
| | Auxiliaire puériculture de classe supérieure | 1 | 1 |
| Technique | | 53,6 | 51,4 |
| | Adjoint technique | 24,66 | 22,6 |
| | Adjoint technique ppal 2° cl | 6,94 | 6,94 |
| | Adjoint technique ppal 1° cl | 9 | 8,8 |
| | Agent de maîtrise | 6 | 6 |
| | Agent de maîtrise principal | 4 | 4 |
| | Technicien | 1 | 1 |
| | Technicien ppal 1ère classe | 1 | 1 |
| | Ingénieur | 1 | 1 |
| Police | | 1 | 1 |
| | Brigadier chef principal | 1 | 1 |
| Sociale | | 8,11 | 8,11 |
| | agent social | 2,6 | 2,6 |
| | Agent social principal 2ème classe | 0,8 | 0,8 |
| | Agent de maîtrise | 2,91 | 2,91 |
| | éducateur jeunes enfants | 0,8 | 0,8 |
| | Educateur de jeunes enfants de classe exception | 1 | 1 |

<u>Révision du forfait CEE :</u>

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1111-1, L.1111-2 *(+ articles spécifiques à la collectivité territoriale ou à l'EPCI concerné)*,

Vu le Code de l'action sociale et des familles, notamment l'article L.432-1 à L.432-6 et D.432-1 à D.432-9,

Vu le Code de la sécurité sociale, notamment son article L.921-2-1,

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 1,

Vu la loi n°2014-40 du 20 janvier 2014, notamment son article 51

Vu la circulaire n° DJEPVA/ DJEPVAA3/ DGT/ 2012/230 du 11 juin 2012 relative aux conditions de mise en œuvre du repos compensateur équivalent au repos quotidien pour les titulaires d'un CEE

Vu la délibération du 20 juin 2018 autorisant le recrutement des animateurs en contrat d'engagement éducatif,

Vu l'avis du comité social territorial en date du 13 octobre 2023.

M. le Maire propose de revoir le forfait appliqué pour le calcul de la rémunération des agents en contrat d'engagement éducatif afin de réduire l'écart avec les agents titulaires exerçant des missions identiques.
Pour rappel, il s'agit d'un forfait journalier dont le montant minimum est fixé à 2,2 * SMIC horaire soit au 1er novembre 2023 = 2,2 * 11,52 = 25,34.
En raison des contraintes d'exercice de ce métier, des difficultés de recrutement et des qualifications exigées, un coefficient de 4,4 était appliqué au forfait minimum soit un montant brut journalier de 111,50 €.
Après comparaison des rémunérations des animateurs titulaires avec celles des animateurs dits « saisonniers », il apparaît un écart important au profit des agents non titulaires, qu'il convient de réajuster. En effet, les hausses successives du SMIC horaire ont largement réévaluées la rémunération des contractuels.
Ainsi, M. le Maire propose de modifier le coefficient appliqué en passant de 4,4 à 4,13 soit un forfait brut journalier à 104,67 €.

Le Conseil Municipal valide cette proposition.

Modification de la grille RIFSEEP :

Vu le code général des collectivités territoriales

Vu le Code général de la Fonction publique et notamment ses articles L712-1 et -2, L714-1, L714-4 et suivants

Vu le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du 1er alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984,

Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu la circulaire du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,

Vu l'avis du comité social territorial en date du 13 octobre 2023.

Considérant qu'il appartient à l'assemblée délibérante de fixer la nature, les plafonds et les conditions d'attribution des indemnités, il est proposé à l'assemblée délibérante de modifier la délibération n°04 2022 06 09 relative au RIFSEEP comme suit :

M. le Maire expose qu'en raison de la nouvelle répartition des missions au sein du Service Education et de la montée en compétence des agents, il convient de modifier la grille des fonctions pour l'attribution du RIFSEEP :

- En ajoutant la fonction de Coordination de l'équipe ATSEMs
- En remplaçant la fonction de Gestionnaire ALSH et Périscolaire par celle de Coordination de l'équipe Enfance-jeunesse

| | | | IFSE ( Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise) | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Part Fixe | | | | | Part variable lors du recrutement | |
| | | | Fonctions (coordination, planification, gestion de conflits, responsabilités, autonomie...) 10 points | Expertise (métier, diplômes, qualifications requises, connaissances juridiques...) 15 points | Contraintes (pénibilité, environnement de travail, polyvalence, liens élus agents usagers, partenaires, ...) 10 points | TOTAL | Montant | Expérience confirmée 1 à 5 ans = + 5 points 5 à 10 ans = + 10 points Au delà de 10 = +15 points | Métier en tension Oui = complément négocié Non = 0 |
| **Groupe fonction 1 (Encadrement + haut niveau d'expertise)** 1 point = 20 € | **Direction** | DGS | 10 | 15 | 10 | 35 | **700** | | |
| | **Responsable de service** | Responsable service technique | 9 | 14 | 8 | 31 | **620** | | |
| | | Responsable service administratif | 9 | 14 | 8 | 31 | **620** | | |
| | | Responsable service éducation | 9 | 14 | 8 | 31 | **620** | | |
| | **Responsable adjoint** | Adjoint responsable technique | 6 | 10 | 7 | 23 | **460** | | |
| | | Responsable Multiaccueil | 6 | 10 | 7 | 23 | **460** | | |
| **Groupe fonction 2 (Encadrement intermédiaire ou expertise nécessaire)** 1 point = 15 € | **Référent d'un service** | Coordonnateur comptable | 6 | 14 | 5 | 25 | **375** | | |
| | | Référent logement, assurance, urbanisme | 6 | 14 | 5 | 25 | **375** | | |
| | | Référent RH | 6 | 14 | 5 | 25 | **375** | | |
| | | Référent service eau | 6 | 12 | 5 | 23 | **345** | | |
| | | Référent culture | 6 | 10 | 5 | 21 | **315** | | |
| | | Référent développement durable | 6 | 11 | 4 | 21 | **315** | | |
| | | Technicienne Bâtiment | 6 | 11 | 4 | 21 | **315** | | |
| | | Référent communication | 6 | 8 | 4 | 18 | **270** | | |
| | **Responsable d'équipe** | Chef d'équipe bâtiments | 6 | 12 | 6 | 24 | **360** | | |
| | | Chef d'équipe Pôle propreté | 6 | 7 | 5 | 18 | **270** | | |
| | | Coordinateur Unité mobile+ transport | 6 | 7 | 5 | 18 | **270** | | |
| | | Coordination Enfance Jeunesse | 6 | 7 | 5 | 18 | **270** | | |
| | | Coordination ATSEMs | 5 | 5 | 5 | 15 | **225** | | |
| **Groupe fonction 3 (Exécution et Encadrement de proximité)** 1 point = 10 € | **Gestionnaire de proximité** | Gestionnaire voirie | 4 | 6 | 6 | 16 | **160** | | |
| | | Gestionnaire espaces verts | 4 | 6 | 6 | 16 | **160** | | |
| | **Spécialiste** | Auxiliaire de puériculture | 6 | 10 | 5 | 21 | **210** | | |
| | | Secrétariat de Mairie | 5 | 7 | 5 | 17 | **170** | | |
| | | Spécialiste maintenance bâtiments | 5 | 7 | 5 | 17 | **170** | | |
| | | Animatrice développement durable | 5 | 6 | 4 | 15 | **150** | | |
| | | Secrétariat service éducation | 5 | 7 | 5 | 17 | **170** | | |
| | | Spécialiste Marchés publics | 5 | 7 | 5 | 17 | **170** | | |
| | | Secrétariat Technique | 5 | 7 | 5 | 17 | **170** | | |
| | | Spécialiste Vie Associative | 5 | 6 | 4 | 15 | **150** | | |
| | | Gestionnaire bibliothèque | 5 | 6 | 4 | 15 | **150** | | |
| | **Agent d'exploitation** | ATSEM | 5 | 5 | 6 | 16 | **160** | | |
| | | Agent de transport | 5 | 6 | 5 | 16 | **160** | | |
| | | Animateur enfance / jeunesse / périscolaire | 5 | 5 | 6 | 16 | **160** | | |
| | | Agent d'accueil mairie | 4 | 6 | 5 | 15 | **150** | | |
| | | Agent d'école | 5 | 4 | 6 | 15 | **150** | | |
| | | Agent d'entretien des bâtiments | 4 | 4 | 4 | 12 | **120** | | |
| | | Agent d'exploitation des réseaux | 4 | 4 | 4 | 12 | **120** | | |
| | | Agent d'accueil Petite enfance | 4 | 4 | 4 | 12 | **120** | | |
| | | Agent Unité Mobile | 4 | 4 | 4 | 12 | **120** | | |
| | | Agent d'entretien de la voirie | 4 | 5 | 3 | 12 | **120** | | |

**Le Conseil Municipal valide à l'unanimité ces ajouts.**

# FINANCES

## Budget Chaufferies Bois : Décision Modificative n°2

Monsieur Le Maire propose de modifier le budget chaufferies afin de prévoir des crédits supplémentaires au chapitre 011 (75 680 €) et les frais de personnel (8 500 €). Il propose de réduire les dépenses imprévues en fonctionnement de 10 000 € d'augmenter les recettes de 50 000 € selon les dernières prévisions. Enfin il propose d'annuler la comptabilisation du stock de bois pour 35 820,00 € pour privilégier une charge constatée d'avance.

Il présente la Décision Modificative n°2 :

| | Dépenses | | Recettes | |
|---|---|---|---|---|
| | Diminution de crédits | Augmentation de crédits | Diminution de crédits | Augmentation de crédits |
| FONCTIONNEMENT | | | | |
| D-6061 | | 9 180,00 € | | |
| D-607 | | 60 000,00 € | | |
| D-61558 | | 2 500,00 € | | |
| D-618 | | 4 000,00 € | | |
| D-6215 | | 8 500,00 € | | |
| R-6037 | | | 35 820,00 € | |
| D-022 | 10 000,00 € | | | |
| R-706 | | | | 50 000,00 € |
| R-778 | | | | 60 000,00 € |
| Sous-total | 10 000,00 € | 84 180,00 € | 35 820,00 € | 110 000,00 € |
| Total Général | 74 180,00 € | | 74 180,00 € | |

Le Conseil Municipal donne son accord à l'unanimité.

## Budget Transports : Décision Modificative n°1

Monsieur Le Maire propose de modifier le budget transports afin de prévoir des crédits supplémentaires pour le carburant (5 000 €) et les frais de personnel (10 000 €).

Il présente la Décision Modificative n°1 :

| | Dépenses | | Recettes | |
|---|---|---|---|---|
| | Diminution de crédits | Augmentation de crédits | Diminution de crédits | Augmentation de crédits |
| FONCTIONNEMENT | | | | |
| D-6066 | | 10 000,00 € | | |
| D-6215 | | 5 000,00 € | | |
| R-7061 | | | | 10 000,00 € |
| R-7472 | | | | 5 000,00 € |
| Sous-total | | 15 000,00 € | | 15 000,00 € |
| Total Général | 15 000,00 € | | 15 000,00 € | |

Le Conseil Municipal donne son accord à l'unanimité.

Budget Immo. Artisanal et Commercial : Décision Modificative n°2

Monsieur Le Maire propose de modifier le budget immobilier à vocation artisanale et commerciale afin de prévoir les crédits nécessaires pour l'acquisition du Narguilé à Langourla.

Il présente la Décision Modificative n°2 :

| | Dépenses | | Recettes | |
|---|---|---|---|---|
| | Diminution de crédits | Augmentation de crédits | Diminution de crédits | Augmentation de crédits |
| INVESTISSEMENT | | | | |
| D-2131 | | 110 000,00 € | | |
| R-1641 | | | | 110 000,00 € |
| Sous-total | | 110 000,00 € | | 110 000,00 € |
| Total Général | 110 000,00 € | | 110 000,00 € | |

Le Conseil Municipal donne son accord à l'unanimité.

Vote des Tarifs du service eau au titre de l'année 2024

Monsieur Michel Ulmer, Maire Adjoint en charge de l'eau, soumet de nouveau à l'approbation du Conseil l'augmentation de 15,00 % des tarifs pour l'année 2024 suite à l'information par le SMAP de la hausse du tarif de vente d'eau de leur délégataire.

| Redevance eau | Tarifs 2023 HT | Tarifs 2024 HT | Augmentation |
|---|---|---|---|
| Abonnement | 85,49 € HT | 98,31 € HT | 15,00 % |
| 0 à 100 m3 | 1,72 € HT | 1,98 € HT | 15,00 % |
| 100,1 à 1000 m3 | 1,62 € HT | 1,86 € HT | 15,00 % |
| > 1000,1 m3 | 1,15 € HT | 1,33 € HT | 15,00 % |
| Kermené | 0,98 € HT | 1,12 € HT | 15,00 % |
| Redevance sur prélèvement ressource eau (par m³) | 0,015 € HT | 0,020 € HT | 33,33 % |
| **Autres tarifs** | **Tarifs 2023 HT** | **Tarifs 2024 HT** | **Augmentation** |
| Ouverture / fermeture de compteur | 55,00 € HT | 55,00 € HT | 0 % |
| Poste d'un compteur | 80 € HT | 80 € HT | 0 % |
| Travaux de raccordement | Coût réel / devis | Coût réel / devis | |
| Déplacement de compteur | Coût réel / devis | Coût réel / devis | |

Le surcoût pour un usager 30 m³ serait de 22,25 € soit 1,85 € par mois
Le surcoût pour un usager 120 m³ serait de 46,90 € soit 3,91 € par mois
Le surcoût pour un usager 1 000 m³ serait de 276,74 € soit 23,06 € par mois
Le surcoût pour un usager 2 000 m³ serait de 464,57 € soit 38,71 € par mois

Le Conseil municipal approuve les propositions de tarifs qui seront appliqués à compter du 1er janvier 2024.

## TRAVAUX VOIRIE-BATIMENTS

Restructuration et extension de la salle des fêtes de St Jacut du Mené- travaux complémentaires-avenants

Monsieur Yvon Perrin, Maire-Adjoint aux affaires techniques, rappelle au Conseil Municipal que le projet de restructuration et d'extension de la salle des fêtes de St Jacut du Mené.

Il rappelle également la délibération validant l'APD d'un montant estimatif de 1 077 500 € HT en date du 12 novembre 2020.

Monsieur l'Adjoint aux affaires techniques explique au Conseil Municipal que le montant total des marchés des lots concernés par les avenants proposés, représente une plus-value de 15 159,52 € HT.

Il est proposé au conseil municipal la validation :

-de l'avenant n°3 au lot 2 Gros oeuvre de l'entreprise CRD FL Construction domiciliée à Jugon Les Lacs, décomposé de la manière suivante :

- montant initial de 300 000,00 € HT soit 360 000,00€ TTC
- avenant n°1 en moins-value de - 81 489,65 € HT soit – 97 787,58 € TTC
- avenant n°2 en plus-value de + 11 880,81 € HT soit + 14 256,97€ TTC
- avenant n°3 en plus-value de + 4138.41 € HT soit 4966.09 € TTC
- nouveau montant de 234 529.57 € HT soit 281 435.48 € TTC

-de l'avenant n°4 au lot 3 charpente de l'entreprise BCO domiciliée à Plénée-Jugon, décomposé de la manière suivante :

- montant initial de 36 318,47€ HT soit 43 582,16€ TTC
- avenant n°1 en plus-value de + 70 000,00€ HT soit + 84 000,00€ TTC
- avenant n°2 en plus-value de + 3 274,80€ HT soit + 3 929,76€ TTC
- avenant n°3 en plus-value de + 2 463,72€ HT soit + 2 956,46€ TTC
- avenant n°4 en plus-value de + 3 994,80 € HT soit + 4 793,76€ TTC
- nouveau montant de 116 051,79 € HT soit 139 262,14 € TTC

- de l'avenant n°1 et n°2 au lot 5 menuiseries extérieures de l'entreprise Fraboulet domiciliée à Trévé décomposé de la manière suivante :

- montant initial de 64 968,00 € HT soit 77 961,60€ TTC
- avenant n°1 en plus-value de + 6 492,00 € HT soit + 7 790,40€ TTC
- avenant n°2 en moins-value de – 3 670,00 € HT soit – 4 404,00 € TTC
- nouveau montant de 67 790,00 € HT soit 81 348,00 € TTC

- de l'avenant n°2 au lot 7 cloisons sèches de l'entreprise ACI domiciliée à Trégueux décomposé de la manière suivante :

- montant initial de 57 264,19 € HT soit 68 717,03€ TTC
- avenant n°1 en plus-value de +3 166,08 € HT soit + 3 799,30 € TTC :
  - isolation complémentaire (retombées de salle et isolation en plafond)
  - isolation complémentaire mur extérieur
  - doublage Placostil
- avenant n°2 en plus-value de + 1 030,00€ HT soit + 1 236,00 € TTC
- nouveau montant de 61 460,27€ HT soit 73 752,33 € TTC

- de l'avenant n°2 au lot 8 plafonds suspendus de l'entreprise OPI domiciliée à Cavan, décomposé de la manière suivante :

- montant initial de 16 899,00 € HT soit 20 278,80 € TTC
- avenant n°1 en plus-value de + 9 465,04€ HT soit + 11 358,05€ TTC
- avenant n°2 en plus-value de +1 400,00€ HT soit + 1 680,00€ TTC
- nouveau montant de 27 764,04€ HT soit 33 316,85 € TTC

-de l'avenant n°2 au lot 9 revêtements sols et murs de l'entreprise Art Sol domiciliée à Quevert, décomposé de la manière suivante :

- montant initial de 80 924,25 € HT soit 97 109,10 € TTC
- avenant n°1 en plus-value de + 3 315,00€ HT soit + 3 978,00€ TTC
- avenant n°2 en plus-value de – 1 150,00€ HT soit – 1 380,00€ TTC
- nouveau montant de 83 089,25 € HT soit 99 707,10€ TTC

- de l'avenant n°1 au lot 10 peinture de l'entreprise Marjot domiciliée à Plérin décomposé de la manière suivante :

- montant initial de 22 183,30 € HT soit 26 619,96 € TTC

- avenant n°1 en plus-value de + 701,10 € HT soit + 841,32€ TTC
- nouveau montant de 22 884,40 € HT soit 27 461,28 € TTC

- de l'avenant n°2 au lot 14 électricité CFO/CFA de l'entreprise SNEF domiciliée à Loudéac, décomposé de la manière suivante :

- montant initial de 145 886,59€ HT soit 175 063,91€ TTC
- avenant n°1 en plus-value de + 3 029,26€ HT soit + 3 635,11€ TTC
- avenant n°2 en plus-value de + 2 223,21€ HT soit + 2 667,85€ TTC
- nouveau montant de 151 139,06€ HT soit 181 366,87 € TTC

Le Conseil Municipal décide à l'unanimité de :

- Approuver la proposition d'avenant n°3 au lot 2 Gros oeuvre de l'entreprise CRD FL Construction, portant le nouveau montant total du marché à 234 529.57 € HT soit 281 435.48 € TTC
- Approuver la proposition d'avenant n°4 au lot 3 charpente de l'entreprise BCO, portant le nouveau montant total du marché à 116 051,79 € HT soit 139 262,14 € TTC.
- Approuver la proposition d'avenant n°1 et 2 au lot 5 menuiseries extérieures de l'entreprise FRABOULET , portant le nouveau montant total du marché à 67 790,00 € HT soit 81 348,00 € TTC.
- Approuver la proposition d'avenant n°2 au lot 7 cloisons sèches de l'entreprise ACI domiciliée à Trégueux , portant le nouveau montant total du marché à 61 460,27 € HT soit 1 236,00€ TTC.
- Approuver la proposition d'avenant n°2 au lot 8 plafonds suspendus de l'entreprise OPI domiciliée à Cavan, portant le nouveau montant total du marché à 27 764,04 € HT soit 33 316,85 € TTC.
- Approuver la proposition d'avenant n°2 au lot 9 revêtement sols et murs de l'entreprise Art sol domiciliée à Quevert, portant le nouveau montant total du marché à 83 089,25€ HT soit 99 707,10€ TTC.
- Approuver la proposition d'avenant n°2 au lot 10 peinture de l'entreprise Marjot domiciliée à Plérin, portant le nouveau montant total du marché à 22 884,40€ HT soit 27 461,28 € TTC.
- Approuver la proposition d'avenant n°2 au lot 14 électricité CFO/CFA de l'entreprise SNEF domiciliée à Loudéac , portant le nouveau montant total du marché à 151 139,06€ HT soit 181 366,87€ TTC.
- Donner pouvoir à Monsieur Le Maire pour signer tout document relatif à cette affaire.

<u>Réhabilitation du bâtiment La Boussole à St Gilles du Mené : validation APS</u>

Monsieur Le Maire rappelle au conseil municipal le projet de réhabilitation du bâtiment de La Boussole en vue de pouvoir sauvegarder le dernier commerce de la commune déléguée de St Gilles du Mené, dont la mission de maîtrise d'œuvre a été confiée au cabinet Atelier du Port de Lanvallay.

Au préalable, un programme technique et fonctionnel a été réalisé par l'ADAC22 en février 2023 qui faisait état d'une enveloppe financière pour les travaux d'un montant de 430 000,00 € HT (hors honoraires, mobilier et frais divers).

Monsieur Yvon Perrin, Adjoint aux « bâtiments », présente au Conseil Municipal l'avant-projet sommaire (APS), ainsi que le premier chiffrage estimatif des travaux, d'un montant de base de 355 700,00 € HT auquel s'ajoute une proposition de PSE d'un montant de 18 000,00 € HT (agencement comptoir et PAC air eau en remplacement du chauffage électrique).

La commission Bâtiment du 9 novembre 2023 a émis un avis favorable à l'APS présenté.

Le Conseil Municipal décide de :

- valider l'avant-projet sommaire de réhabilitation du bâtiment La Boussole de St Gilles du Mené ;
- valider le montant estimatif des travaux correspondants ;
- donner pouvoir à Mr Le Maire pour solliciter les aides financières de l'État : aide à la sauvegarde du commerce, DETR—DSIL, de la Région Bretagne et du contrat départemental de territoire, et signer tout document relatif à cette affaire.

Réhabilitation du bâtiment La Boussole à St Gilles du Mené/ mission de contrôle technique et de coordination sécurité et protection de la santé

Monsieur Le Maire rappelle au conseil municipal le projet de réhabilitation du bâtiment de La Boussole à St Gilles du Mené, dont la mission de maîtrise d'œuvre a été confiée au cabinet Atelier du Port de Lanvallay et la nécessité de disposer d'un contrôleur technique et d'un coordinateur pour la sécurité et la protection de la santé.

Le Conseil Municipal décide de :

- autoriser le lancement d'une consultation pour une mission de contrôle technique dans le cadre du projet de réhabilitation du bâtiment La Boussole de St Gilles du Mené ;
- autoriser le lancement d'une consultation pour une mission de coordination sécurité et protection de la santé dans le cadre du projet de réhabilitation du bâtiment La Boussole de St Gilles du Mené ;
- donner pouvoir à Monsieur Le Maire pour signer tout document relatif à cette affaire.

## PATRIMOINE ET URBANISME

Cession d'un chemin communal, Les Bouillons – Le Gouray

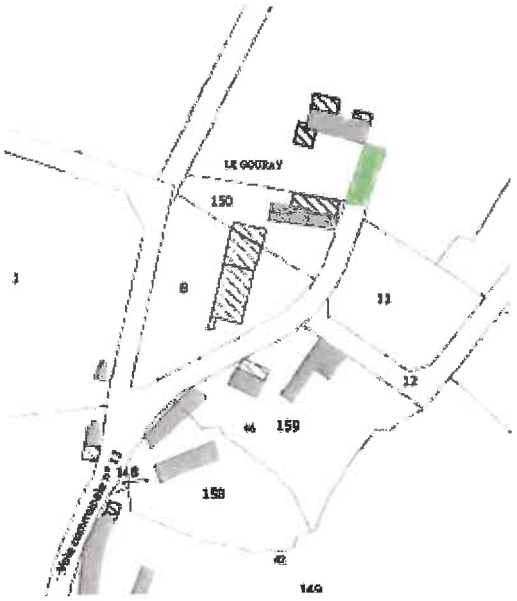
Vu les articles L.2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales stipulant que le Conseil Municipal règle par délibération les affaires de la commune,

Vu les articles L.2241-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales précisant que le Conseil Municipal délibère sur la gestion des biens et les opérations immobilières effectuées par la commune, que toute cession d'immeubles ou de droits réels immobiliers par une commune de plus de 2 000 habitants donne lieu à délibération motivée du Conseil

municipal portant sur les conditions de la vente et ses caractéristiques essentielles, que le Conseil municipal au vue de l'avis de l'autorité compétente de l'État et que cet avis est réputé donné à l'issue d'un délai d'un mois à compter de la saisine de cette autorité,

Considérant la demande d'acquisition formulée par Monsieur et Madame PROCEE, propriétaires du terrain jouxtant ce chemin communal et seuls utilisateurs,

Considérant l'estimation de l'avis des domaines n°14301177 du 18 octobre 2023 à hauteur de 80 € avec une marge d'appréciation de moins 10 %,




Considérant le passage en bureau du 2 novembre 2023 validant la vente de ce chemin,

Il est proposé de vendre le chemin suivant :

| Adresse du chemin | Acquéreur | Référence cadastrale | Surface | Prix/m² |
|---|---|---|---|---|
| Les Bouillons<br>Le Gouray<br>22330 LE MENE | Mr et Mme PROCEE | 066 ZC 164 | 164 m² | 5 euros/m² |

Les frais notariés seront à la charge de l'acquéreur.

Le Conseil Municipal donne son accord pour cette cession et pouvoir au Maire pour signer les actes relatifs à cette cession.

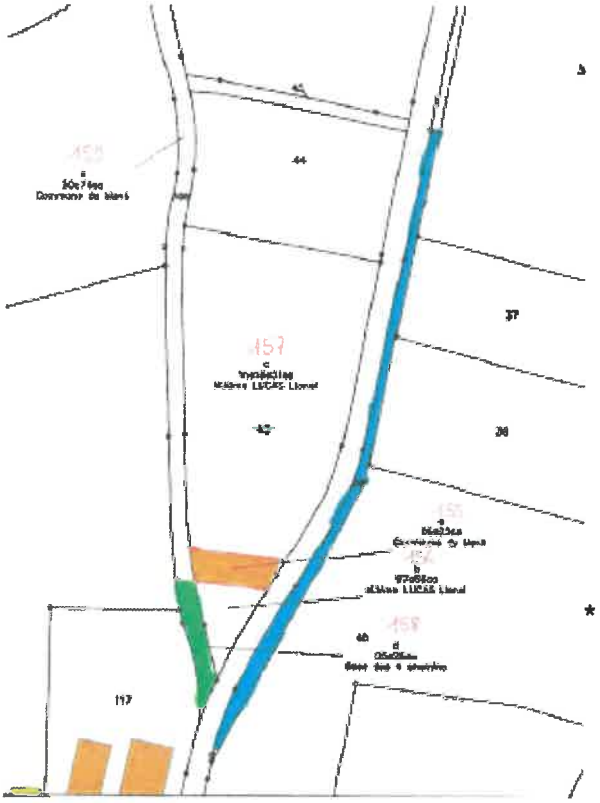
Cession d'un chemin et échange : Brandesec, Langourla

Vu les articles L.2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales stipulant que le Conseil Municipal règle par délibération les affaires de la commune,

Vu les articles L.2241-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales précisant que le Conseil Municipal délibère sur la gestion des biens et les opérations immobilières effectuées par la commune, que toute cession d'immeubles ou de droits réels immobiliers par une commune de plus de 2 000 habitants donne lieu à délibération motivée du Conseil municipal portant sur les conditions de la vente et ses caractéristiques essentielles, que le Conseil municipal au vue de l'avis de l'autorité compétente de l'État et que cet avis est réputé donné à l'issue d'un délai d'un mois à compter de la saisine de cette autorité,

Considérant les demandes d'échange et d'acquisition formulées par Monsieur LUCAS Lionel : échange d'une partie du chemin cadastré 102 ZE 155 (en orange) avec une partie du chemin cadastré 102 ZE 158 (en vert), et achat du chemin cadastré 102 ZE 38 (en bleu),

Considérant l'estimation de l'avis des domaines n°14510931 du 26 octobre 2023 à hauteur de 990 € avec une marge d'appréciation de moins 10 %,




Considérant le passage en bureau du 2 novembre 2023 validant la vente d'un talus et l'échange de partie de chemins,

Il est proposé de vendre le chemin suivant et procéder à l'échange :

| Adresse du chemin | Acquéreur | Référence cadastrale | Surface | Prix/m² |
|---|---|---|---|---|

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Brandesec<br>Langourla<br>22330 LE MENE | Mr LUCAS Lionel | 102 ZE 38 | 1460 m² | 5 euros/m² |

Les frais notariés seront à la charge de l'acquéreur.

Le Conseil Municipal donne son accord pour cette cession et cet échange, et pouvoir au Maire pour signer les actes relatifs à cette cession.

## ENVIRONNEMENT

Adoption des rapports sur le prix et la qualité du service public d'eau potable 2022 (RPQS) de la commune LE MENE

Monsieur Michel Ulmer, Maire-Adjoint à l'environnement, rappelle que le Code Général des Collectivités Territoriales impose, par son article L.2224-5, la réalisation d'un rapport annuel sur le prix et la qualité du service d'eau potable.

Ce rapport doit être présenté à l'assemblée délibérante dans les 9 mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné et faire l'objet d'une délibération.

Le Syndicat Départemental d'Alimentation en Eau Potable des Côtes d'Armor a rédigé des projets de rapports pour la régie eau de Collinée, Le Gouray, St Gouëno, St Gilles du Mené, le syndicat de la Vieille Lande (Plessala), le syndicat de Caulnes La Hutte Quélaron (Langourla et St Jacut du Mené) avec l'aide de nos services.

Ces rapports sont publics et permettent d'informer les usagers du service.
Le conseil municipal adopte les rapports sur le prix et la qualité du service public d'eau potable de la commune déléguée de LE MENE.

Travaux sur les réservoirs AEP : validation du devis Termabat

Monsieur Michel Ulmer, Maire-adjoint à l'environnement, soumet à l'approbation du Conseil Municipal, le devis de l'entreprise Termabat pour la reprise du génie civil des trappes d'accès des différents réservoirs d'eau potable, d'un montant de 15 256,38 € TTC.

Le conseil municipal donne son accord.

## QUESTIONS DIVERSES

Désaffectation et lancement d'une enquête publique de déclassement d'une partie de voiecommunale au lieu dit Livoyer-Plessala

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L2241-1 relatif à la gestion des biens et des opérations immobilières,

Vu l'article L2111-14 du Code Général de la propriété des personnes publiques relatif à la consistance du domaine public des collectivités territoriales,
Vu le code de la voirie routière et notamment ses articles R. 141-4 à R. 141-10 et L141-3,
Vu l'arrêté municipal n°2023-243 limitant la circulation au lieu-dit livoyer au seul propriétaire résidant à l'extrémité de cette voie,

Considérant légitime la demande exprimée par Mme et Mr Flého d'acquisition d'une partie de la voie communale au lieu dit Livoyer, puisqu'un chemin d'exploitation existe pour desservir les parcelles jouxtant la dite voie,

Le Conseil Municipal à l'unanimité :
- constater la désaffectation de la voie communale au lieu dit livoyer,
- décide le lancement de l'enquête publique nécessaire au déclassement de la partie de voie communale, les dates et modalités de l'enquête publique, ainsi que le nom du commissaire enquêteur, seront précisés par arrêté du Maire,
- précise que le déclassement et la vente du bien seront prononcés par délibération du Conseil Municipal à l'issue de l'enquête publique,
- autorise le Maire à signer tous les documents se rapportant à cette affaire.

Attribution d'une subvention de démarrage en faveur de l'association Mène ton cirque

Monsieur le Maire soumet à l'approbation du Conseil l'attribution d'une subvention de démarrage à la nouvelle association Mène ton Cirque pour asseoir son fonctionnement et couvrir les frais liés à la création de ce dernière. La Commission vie associative-sport propose que la Commune de Le Mené alloue une aide au démarrage d'un montant de 2 000 euros.

Le Conseil municipal décide d'attribuer une subvention de démarrage d'un montant de 2 000 €.

Approbation des devis relatifs à la création d'un module sanitaire au bâtiment « génération mouvement » à Saint Gouëno

Après la présentation de Monsieur Pascal Chevalier du projet et des devis relatifs à la création d'un module sanitaire au bâtiment « génération mouvement », Mr Le Maire soumet à l'approbation du Conseil les devis :
- de l'entreprise AIVT pour la fourniture du module sanitaire pour un montant de 16 040 € avec option habillage bois.
- de l'entreprise de maçonnerie Cédric Robin pour la création d'une porte sur le pignon du bâtiment pour un montant de 1800 € HT.
Le Conseil Municipal donne son accord et pouvoir au Maire pour signer tous les documents se rapportant à cette affaire.

## INFORMATIONS DIVERSES

- Mr Jean-Yves Moy souhaite présenter le projet de cession au lieu dit le Moulin de la Heussaye à Plessala avant qu'il soit soumis à l'approbation du Conseil lors d'une prochaine séance du Conseil Municipal.

**- Mr Le Maire demande aux Conseillers municipaux de prendre date : le 29 novembre de 18 h à 20 H aura lieu la formation des Elus relative aux pouvoirs de police du Maire dans le cadre spécifique des périls aux immeubles, bâtis ou non bâtis.**

**- Mr le Maire rappelle l'importance d'être présents aux 2 soirées d'échange qui sont organisés les 17 novembre et 7 décembre : le Mené à l'horizon 2030 : Quelles réponses aux besoins des habitants et du territoire ?**

**- Information de la part de Monsieur LE GORJU Erwan, Directeur relations Collectivités Côtes d'Armor à la Délégation Régionale Bretagne d'Orange, suite aux tempêtes Ciaran et Domingos :**

*Les tempêtes Ciaran et Domingos qui se sont abattues sur la façade ouest de la France ces derniers jours ont fortement impacté et endommagé les réseaux de télécommunication.*

*Sur le cœur du réseau Orange, l'impact a principalement été lié au manque d'énergie dans les premiers jours. En revanche, les dégâts matériels sur nos infrastructures locales (poteaux, armoires, câbles cassés...) sont considérables. Nous estimons à date que plusieurs dizaines de milliers de poteaux et câbles sont à remplacer.*

*Plus de 3000 techniciens Orange et partenaires sous-traitants sont mobilisés, avec le renfort d'équipes en provenance d'autres régions.*

*Nos priorités sur les premiers jours étaient de rétablir le cœur du réseau fixe (jusqu'aux centraux), les sites mobiles, et les services vitaux (services de secours, de santé...).*

*Aujourd'hui, plus de 80% des clients impactés par les dommages sur notre réseau fixe structurant et notre réseau mobile sont déjà rétablis. Ce chiffre devrait s'élever à 90% d'ici la fin de la semaine.*

*Cette première étape terminée, nous allons entrer dans une seconde phase visant à reconstruire le réseau local entre les centraux et les clients, avec des dizaines de milliers d'interventions complexes à réaliser. Ces travaux vont prendre plusieurs semaines, voire plusieurs mois dans quelques cas spécifiques. Nos opérations dépendent en partie du dégagement des obstacles (arbres...) à proximité des réseaux ; la plantation de nouveaux poteaux et le tirage des câbles nécessitent des accotements et talus accessibles.*

*Nous invitons et remercions les collectivités locales à signaler les dommages sur le réseau Orange (câbles décrochés, poteaux endommagés...) directement sur internet à l'adresse suivante : https://signal-reseaux.orange.fr*

*Pour faciliter et optimiser nos interventions, il est essentiel que ces signalements soient les plus précis possibles, avec le numéro du poteau concerné (indiqué sur une étiquette bleue sur les poteaux), une photo et une description détaillée notamment sur la localisation.*

*Il existe également le site https://dommages-reseaux.orange.fr/ ouvert à tous (sans besoin de s'identifier/authentifier).*

*Parallèlement, il est important que nos concitoyens en panne de téléphonie et/ou internet se signalent bien auprès du service clients de leur opérateur commercial. Des services de continuité de connexion peuvent leur être proposés dans certaines situations.*

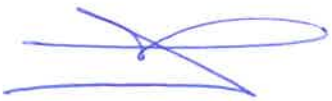
- Mr le Maire tient à remercier les agents des services : communaux (services techniques- eau et d'accueil...), départementaux, d'Enedis, d'orange..., les agriculteurs et les particuliers qui se sont retroussés les manches pour agir afin de remédier aux dégâts causés par la tempête, contrairement à certaines personnes qui passent leur temps à vociférer sur les réseaux sociaux ou en venant s'en prendre aux agents d'accueil en Mairie.

A cet effet, Mme Roselyne Rocaboy fait état que les agents d'accueil de la mairie déléguée de Plessala ont été de nouveau prises à partie par un habitant avec une telle violence verbale qu'elles en ont été très choquées . Elle souhaite que soit étudié la possibilité de mettre en place un système de vidéo surveillance qui permettrait de dissuader certaines personnes et d'engager des poursuites le cas échéant. Elle précise également qu'avec l'activité importante de l'agence postale, ce dispositif serait également sécurisant. Cette proposition sera débattue au prochain bureau.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22 h 00

Le Maire,

Gérard Daboudet



Le secrétaire de séance,

Pierrick Gueguen